

COMPTE-RENDU ET CONCLUSION

La gestion de l'eau au défi des incertitudes

par Guy **FRADIN**¹

Initiée par Louis HUBERT, correspondant de l'Académie (section 7), en fonction à l'agence de l'eau Seine-Normandie comme directeur de la stratégie territoriale, cette séance visait, à travers le témoignage des agences de l'eau, la dimension hydrique du changement climatique, marquée – et c'est une grande difficulté – par beaucoup d'incertitudes, que ce soit pour la caractériser ou pour s'y adapter.

Agnès DUCHARNE, correspondante de l'Académie, directrice de recherches au CNRS, ancienne membre du conseil scientifique de l'agence de l'eau Seine-Normandie, a montré, s'il en était besoin, comment les modèles (climatique, hydrologique, agronomique), malgré leurs imperfections, permettaient de mieux cerner la vulnérabilité des hydrosystèmes, et constituaient une aide à l'élaboration d'une stratégie d'adaptation au changement climatique. La question est difficile, tant il apparaît que l'assèchement des sols devrait entraîner une intensification de l'irrigation et qu'une baisse inquiétante des débits d'étiage risque d'être accentuée par une augmentation des prélèvements d'eau par l'agriculture. Ceci étant, des simulations à partir des modèles laissent espérer une agriculture plus résiliente et plus robuste face au changement climatique grâce à des changements de techniques agronomiques et à un développement de la sélection et de la conception des semences ainsi que des mélanges variétaux.

Frédéric LEVRAULT, expert « changement climatique » de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture, nous a fait part de ses relations avec les professionnels agricoles qui font appel à lui (dans la moitié des départements métropolitains actuellement). La prise de conscience existe aussi bien en ce qui concerne le changement du climat que sur celui des pratiques qui sera nécessaire ; mais passer de l'idée au projet n'est pas facile, compte tenu des incertitudes qui pèsent sur le futur. Il y a en fait un grand besoin d'une expertise portée localement. Certaines formes d'adaptation apparaissent clairement comme le décalage du calendrier des cycles de culture ou de la mise à l'herbe des bovins, mais le message d'une adaptation au changement climatique autrement que par la construction de nouvelles retenues d'eau a du mal être admise ; il faudra bien pourtant de nouvelles variétés culturales, un travail du sol induisant une meilleure infiltration, une nouvelle gestion de l'espace ouverte sur l'agroforesterie...

Michel DANTIN, marqué par ses responsabilités politiques à trois niveaux (maire de Chambéry, président du comité de bassin Rhône-Méditerranée et député européen), a donné à son témoignage une coloration sociologique. Convaincu que les acteurs de l'eau devaient s'approprier la problématique d'une adaptation de leurs usages, en s'informant et en dialoguant au niveau local et ensuite seulement au niveau national et dans un autre temps au niveau européen, si une inflexion de la politique de gestion participative de l'eau s'avérait nécessaire, il a insisté sur l'importance d'une production et d'une grande diffusion de données. Par ailleurs, ayant fait observer qu'il n'y avait pas

¹ Membre correspondant de l'Académie d'agriculture.

officiellement de lien à Bruxelles entre les réflexions relatives à la politique agricole commune et celles ayant trait à l'eau, il a rendu hommage à ceux qui essayaient de créer des ponts entre ces deux domaines. Débordant du champ européen, il a vivement conseillé aux chercheurs et aux gestionnaires de l'eau d'examiner de près ce qui se faisait sur la rive sud de la Méditerranée confrontée depuis longtemps aux problèmes qui sont maintenant les nôtres.

Ouvrant le débat qui a suivi ces interventions, Hervé LE TREUT, membre de l'académie des sciences et de notre académie, membre du groupe intergouvernemental pour l'évolution des climats et conseiller « changement climatique » pour la région Nouvelle Aquitaine a réagi à tout ce qui avait été exposé en soulignant, lui aussi, l'importance de multiplier les données au niveau local (en l'occurrence le niveau de la grande région ou du grand bassin hydrographique) pour que les citoyens s'approprient notre préoccupation. Il a ouvert le champ des disciplines concernées par la problématique d'une adaptation au changement climatique en l'étendant aux questions de droit, en particulier à celles qui concernent les assurances. Enfin, il a souligné la pertinence d'une réflexion sur les impacts hydrologiques du changement climatique alors que ceux-ci n'ont pas été abordés dans les accords de la COP 21.

Du débat nourri auquel a donné lieu cette séance, il ya lieu de retenir trois interrogations fortes : celle de Jean DUNGLAS sur un nouveau grand service à attendre des exceptionnelles infrastructures hydrauliques du sud-est de la France construites dans les années 60, sujet qui n'apparaît pas comme prioritaire pour Frédéric LEVRAULT qui ne veut pas trop rassurer les agriculteurs avec des perspectives d'abondance hydrique ; celle de Christian LEVEQUE sur les rivières dont certaines n'auraient pus d'écoulements pendant les périodes d'étiage, alors que certains préconisent l'effacement de tous les seuils qui retiennent l'eau ; celle de Catherine REGNAULT-ROGER qui appelle l'attention de notre député européen sur l'enjeu de la sélection de nouvelles semences pour supporter le stress hydrique, ce qui nécessitera peut-être l'adoption de méthodes génétiques devant être soumises au parlement européen.

Conclusion de la séance

Guy FRADIN, correspondant de l'Académie, président des conseils d'administration de l'agence de l'eau Rhin-Meuse et de l'école nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg, gouverneur du Conseil mondial de l'eau et secrétaire général de « l'international water resource association » a articulé son propos autour des trois axes qui ont structuré cette séance « la gestion de l'eau au défi des incertitudes », après avoir donné, avec certitude, son point de vue sur l'impérieuse nécessité d'aborder les problèmes posés à l'échelle territoriale pertinente :

- faisant référence à l'exposé d'Agnès DUCHARNE, ce qu'on attend du scientifique, c'est qu'il simplifie les problèmes en diminuant les incertitudes, qu'il valide les solutions et les décline régionalement ;
- faisant référence aux exposés de Frédéric LEVRAULT et de Michel DANTIN, ce qu'on attend des agriculteurs, c'est qu'ils changent (prise de conscience, information, appel à l'expertise et changement de pratiques, en particulier économies d'eau...) ;
- ce qu'on attend du politique, c'est qu'il fixe les objectifs et les voies pour les atteindre ; ainsi, en matière d'eau et d'agriculture, on ne peut pas s'enfermer dans un choix entre une vision malthusienne (l'agriculture s'adapte aux économies d'eau ou disparaît) et une vision

« technologique » (construisons des réserves) ; il y a une place pour une politique intermédiaire à porter par le ministère chargé de l'agriculture, valorisant de multiples solutions liées au territoire et au cadre de dialogue qui y sera instauré ;

- enfin, ce qu'on attend de l'Académie, c'est qu'elle appuie l'Administration dans cette approche qui est un enjeu national du futur proche dont dépend l'avenir de nos territoires et d'une bonne partie de notre agriculture, par ce qu'elle sait faire dans le cadre de groupes de réflexion mobilisant la variété et la complémentarité des sections (mobilisation de savoirs et leur validation, permettant de préciser les conséquences pratiques et stratégiques de politiques envisagées).